



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ARRACHAGE DES VIGNES

LES RAISONS DE LA COLÈRE

En France, ce n'est pas moins de 28 000 hectares qui ont été arrachés en 2025, représentant 3,6 % de la surface viticole, 30 000 hectares déjà en 2026 et 100 000 hectares sont programmés à terme. Pour 2025, doté de 130 millions d'euros, le plan d'arrachage financé par la France était calibré pour arracher 32 500 hectares de vigne. Les objectifs n'ont pas été atteints, comme si l'on pouvait se satisfaire de les atteindre ! L'Occitanie représente plus de la moitié de la surface arrachée, la deuxième région est la Nouvelle-Aquitaine avec le département de la Gironde. Ce « plan social » d'envergure finance une nouvelle fois les agriculteurs pour tuer l'agriculture nationale. Il se réalise dans un silence assourdissant avec la complicité de l'Etat et des principaux syndicats agricoles patronaux dans cette destruction massive de l'outil de travail. Gouvernement et patronat agricole accompagnent sans vergogne une destruction de notre potentiel agricole viticole sans stratégie claire de développement. Les salariés agricoles sont encore une fois laissés pour compte. Ce ne sont pas moins de 58 000 emplois directs et indirects qui devraient disparaître.

« A-t-on déjà entendu un vigneron ne pas se plaindre du temps qu'il fait ou de ces marchés ? Les vignerons sont greffés sur un sol pleureur ». Sous couvert de crise, cette gestion « d'urgence permanente » sans repenser un autre modèle de développement agricole continue à viser l'accélération de la transformation de l'agriculture en un modèle d'entreprise en croissance capitaliste continue, dans le sens productiviste, et non d'une réponse aux besoins. L'agriculture est un secteur économique fondamental. Elle est le soubassement de l'alimentation, de la souveraineté alimentaire nationale et de la coopération internationale. Aussi doit-elle mettre en œuvre des systèmes de production diversifiés, sortir de systèmes exclusifs qui entre autres épuisent les sols. Un système d'exploitation diversifié participe d'un aménagement du territoire plus équilibré et harmonieux, et d'une cohérence nationale des productions agricoles en rupture avec une spécialisation régionale fragilisante.

La politique agricole commune et ses réformes successives accélèrent l'immersion de l'agriculture dans les lois du marché capitaliste par la suppression de tous les outils de régulation des marchés, d'un système d'aides et de subventions incohérent qui privilégie les grosses exploitations, la concentration agraire, la spécialisation régionale, l'intensification de la production et l'assujettissement aux industries de l'amont et de l'aval. Il est urgent de rompre avec cette logique et reconquérir notre politique agricole et alimentaire nationale. La France doit maîtriser sa politique agricole nationale et alimentaire pour ne plus être soumise à l'arme alimentaire, pour ne pas subir la domination politique, économique, sociale, culturelle des intérêts privés, pour stopper l'hémorragie de notre balance commerciale alimentaire en chute libre.

De nouveau, les salariés agricoles méprisés n'ont jamais leur mot à dire et pourtant ils sont concernés au premier chef. Les salariés de la production agricole, des industries alimentaires et des services qui leurs sont liés doivent participer à l'élaboration de cette planification nationale. Notre pays ne doit pas se contenter de voir saccager des pans entiers de notre agriculture, mais bien se doter d'outils de régulation et d'encadrement pour permettre des prix rémunérateurs et de meilleures conditions de vie et de travail pour les salariés des professions agricoles et alimentaires.

Montreuil,
Le 7 mai 2026